

A^o. 1862



N^o. 2.

TRADUCTION.

PUBLICATION,

*contenant l'arrêt d'un Règlement pour le port
de Curaçao.*

AU NOM DU ROI.

LE GOUVERNEUR de Curaçao et dépendances,

A tous ceux qui la présente verront ou entendront lire, salut ! fait savoir :

Considérant qu'il est nécessaire de réviser les règlements existant pour le port de Curaçao.

Entendu le Conseil Colonial,

A trouvé bon et résolu :

En vertu de l'autorisation du Roi, d'arrêter comme est arrêté par la présente, ce qui suit :

Art. 1.

La surveillance de la police du port, et le maintien des ordonnances qui y ont rapport, sont conférés, sous la direction du Chef de Police, à un Capitaine du Port, auquel seront subordonnés les employés de la police, qui y seront désignés dans des circonstances particulières.

Art. 2.

Les bâtimens entrant dans le port, ne s'y avanceront plus loin qu'à l'entrée du canal, nommé "Waai-gat," sous peine d'une amende de f25.

Cette disposition n'est pas applicable aux caboteurs, ni aux bâtimens soumis aux ordonnances concernant la quarantaine, ou l'importation de poudre à canon.

Art. 3.

Les capitaines des bâtimens entrant dans le port

simulée, ou bien, si le capitaine refuse de déclarer le lieu de départ, ou bien s'il cite comme lieu de départ un endroit inhabité, ou s'il existe dans le port de départ une maladie contagieuse, ou s'il est supposé qu'une maladie contagieuse y existe, le Capitaine du Port tiendra le navire hors de toute communication avec la terre, en faisant rapport immédiat au Gouverneur, qui prendra alors telle résolution à l'égard du bâtiment, qu'il jugera nécessaire pour le salut public.

Dans l'application de ce Règlement on entendra par capitaines, ceux qui ont le commandement du navire soit ordinairement, soit accidentellement.

Art. 4.

Les capitaines des navires qui entrent dans le port, n'admettront aucune personne à bord de leurs bâtiments, venant soit dans des canots ou autres embarcations, soit du rivage, avant que le navire ait passé la forteresse "Amsterdam," sous peine d'une amende de f 10. pour chaque personne qu'ils aient admise.

D'une amende égale seront punir ceux, qui se rendent du rivage dans des canots ou autres embarcations, à bord d'un bâtiment qui entre dans le port, avant qu'il ait passé la dite forteresse. Cette disposition n'est pas applicable à des personnes, qui se rendent à bord d'un bâtiment arrivant, dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 5.

Les bâtiments qui entrent dans le port après le coucher du soleil, resteront devant la forteresse "Amsterdam" jusqu'au lever du soleil, sous peine d'une amende de f 25., à moins que le capitaine du port ne leur permette de s'avancer plus loin.

Art. 6.

Le Capitaine du Port, ayant égard tant aux intérêts du commerce et de la navigation qu'à ceux de la police du port, désignera le mouillage de chaque navire. Ils est défendu d'occuper une autre place que celle qui est désignée.

Le Capitaine du Port est en tout temps autorisé de faire changer un navire de mouillage. Nul bâtiment pourra se hâler de place sans le consentement

Art. 7.

Le mouillage des navires qui devront faire la décharge sera indiqué par préférence au quai.

Il faudra commencer la décharge le plus tôt possible, sous peine d'une amende de f 3. La décharge doit se continuer régulièrement, sous peine d'une amende égale.

Art. 8.

Les vergues inférieures des bâtiments mouillés au quai, devront être brassés à fil.

Tout ce qui est en outre ordonné par le Capitaine du Port, par rapport à l'amarrage des bâtiments, ou pour prévenir des dégâts aux quais, ou à d'autres bâtiments, ou bien dans l'intérêt de la navigation du port, ou de la conservation à flot des navires, doit être immédiatement exécuté.

Chaque infraction à cet article sera soumise à une amende de f 3.

Art. 9.

Il est défendu de bouillir ou de chauffer de la poix ou du goudron, soit à bord soit sur le quai, et de flamber ou de chauffer les bâtiments au sud du "Waaigat," sous peine d'une amende de f 25.

Au reste il est permis aux capitaines de faire de telles petites réparations, qui peuvent se faire au quai sans inconvénient.

En cas de différence s'il y ait des inconvénients, le Chef de la Police décidera.

Art. 10.

Les capitaines des bâtiments étant en quai auront soin de ne faire de dégâts au quai ou à ses bords.

Les planches et les ponts pour charger et décharger doivent être coupés en talus, à l'extrémité reposant sur le quai. Ils se reposeront sur le quai et non sur les bords, et doivent être soutenus convenablement en cas de besoin.

Il est défendu de mettre ou de placer sur les quais, des canots, des chaloupes ou d'autres objets de navigation.

Chaque infraction à cet article sera punie d'une amende de f 10, sans préjudice des dommages et intérêts.

Les charognes doivent être transportées du bâtiment hors du port et libres du point de sous le vent.

Les autres objets désignés ci-dessus seront transportés à l'endroit qui y est destiné, ou qui y sera temporellement indiqué.

Chaque infraction à cet article est soumise à une amende de *f* 25.

Art. 12.

Il est défendu de tirer des coups de canon ou de fusil dans le port.

La contravention à cet article, pendant le jour, sera punie d'une amende de *f* 10. pour chaque coup à poudre, et de *f* 500. pour chaque coup à boulet.

Dès le moment que le pavillon est amené jusqu'à ce qu'il soit hissé de la forteresse, la même contravention sera punie d'une amende de *f* 50. pour chaque coup à poudre et de *f* 1000. pour chaque coup à boulet.

Sera considéré comme coup à boulet, la décharge de tous objets qui pourront mettre en danger soit la vie soit les propriétés des individus.

Art. 13.

Depuis le coup de canon du soir jusqu'au lever du soleil, il est défendu d'avoir à bord d'un bâtiment, du feu ou d'autre lumière que dans des lanternes fermées, sous peine d'une amende de *f* 5.

Les bâtiments à vapeur qui doivent faire vapeur, et les vaisseaux de guerre font exception à cette disposition.

Art. 14.

Les capitaines des navires amarrés dans le port, doivent rendre aide et secours aux autres bâtiments qui en auraient besoin, selon les règles et usances maritimes.

Ils feront recevoir et lier les amarres et autres cordages des bâtiments entrants, de manière qu'ils peuvent s'en servir pour hâler de place.

Quand deux ou plusieurs navires sont en quai, l'un à côté de l'autre, il y aura libre passage pour ceux de dehors sur le pont de ceux de dedans.

Chaque infraction à cet article sera punie d'une amende de *f* 10.

capitaines des bâtimens mouillés dans le port, seront obligés de fournir à la requisition du Chef de la Police ou du Capitaine de Port toute assistance et moyens de secours qu'ils auront à leur disposition, sous peine d'une amende de *f* 50. ; sauf le droit d'être indemnisés pour ce qui sera détérioré ou détruit par ce secours.

Art. 16.

Les bâtimens qui entrent dans le port, et qui en sortent ou qui hâlent de place, ou qui vont occuper la place qui leur est indiqué, pourront se servir, libres de frais, non seulement des terrains et des quais publics, mais aussi des quais appartenant à des particuliers, et des anneaux, des duc d'alves, des pieux et des autres moyens d'amarrage qui s'y trouvent ; et d'en faire l'usage momentanément qu'exigent les circonstances et l'intérêt urgent du navire, sauf leur obligation à l'indemnisation de tous les dommages causés, même de ceux, qui seraient accidentels et involontaires.

Cette disposition est de même applicable aux navires qui sont déjà amarrés sur un terrain public, et qui pour l'amélioration, l'augmentation ou l'altération des moyens d'amarrage devraient se servir momentanément de la propriété privée.

Toute opposition par voie de fait, tout empêchement et tout déliement arbitraire des cables, cordages et autres moyens d'amarrage par le propriétaire ou de sa part, seront punis d'une amende de *f* 100. sans préjudice des dommages et intérêts.

Art. 17.

Le Gouvernement se réserve d'établir à ses frais sur les propriétés bordant le port, tout ce qui est considéré nécessaire pour l'intérêt et la sûreté des navires, sans préjudice de l'indemnisation s'il y a lieu.

En exécutant cette résolution toutes précautions possibles seront prises, à fin de ne causer aucune préjudice ni à la propriété, ni à l'aspect extérieur des maisons, ou aux appartenances cernées, et de ne pas incommoder l'usage et la libre disposition du propriétaire.

Art. 18.

hommes, qui répondront à l'appel du Capitaine du Port ou de la police en preuve de leur vigilance.

A défaut de cette garde le capitaine sera puni d'une amende de *f* 25. ; si la garde n'est pas trouvée alerte une amende de *f* 5. sera encourue.

Art. 19.

Dans tous les cas où cela sera nécessaire pour le maintien de l'ordre, la police doit être admise sans obstacle à bord des bâtiments mouillés dans le port.

Les capitaines sont obligés d'invoquer l'intervention de la police, s'ils ne peuvent reprimer les désordres à bord de leur navires par les moyens à leur disposition et de leur compétence.

En cas de désordres ou de crimes dont la connaissance et la poursuite sont de la compétence du juge civil, les capitaines seront obligés d'indiquer les coupables, et de les mettre à la disposition de la police.

Chaque contravention à cet article sera punie d'une amende de *f* 100.

Art. 20.

Sans permission du chef de la police, il n'est point permis aux marins, au dessous du grade de lieutenant ou second, appartenant à des navires de nations étrangères, de se rester à terre après le coup de canon du soir, excepté pour le service du bâtiment.

En cas de contravention à cette disposition, ils seront arrêtés par la police, et mis en lieu de sureté, pour être remis plus tard au capitaine du bâtiment, auquel ils appartiennent.

Si les dits marins s'absentent du navire sans nécessité, avec la permission ou avec la connaissance du capitaine, celui-ci encourra une amende de *f* 15. sans préjudice des poursuites qu'un délit commis à terre, pourrait rendre nécessaires.

Cette disposition prohibitive, n'est pas applicable aux navires de guerre, pourvu que l'envoi de leurs marins à terre se fasse de commun accord avec le Chef de la Police.

Art. 21.

Sans l'approbation du Chef de la Police, il est dé-

En cas de contravention à cette disposition le marin mis à terre, sera conduit en lieu de sureté et ramené à bord du bâtiment, et le capitaine encourra une amende de f 15.

Art. 22.

Les capitaines qui ont apporté des passagers, seront obligés d'en faire rapport au bureau de la police immédiatement après leur arrivée, et de présenter une liste des noms et des qualités de ces passagers, ainsi que du lieu de leur départ, sous peine d'une amende de f 10. pour chaque omission.

Les passagers étrangers ne pourront se débarquer, avant que cette déclaration ne soit faite, et la liste ne soit présentée, sous peine d'encourir la même amende, qui pourra être recouvrée d'eux et du capitaine.

Au reste, les dispositions de la publication du 18/22 Décembre 1821, à leur égard, restent en vigueur.

La déclaration prescrite ne sera pas requise, si le bâtiment ne touche au port qu'en passant, et que les passagers continuent leur voyage avec le même navire.

Art. 23.

Sans préjudice à la peine d'amende pour les cas mentionnés dans ce règlement, les employés de la police en général et le capitaine du port en particulier, sont autorisés à faire ou à empêcher, avec connaissance et approbation du Chef de la Police, aux frais du contravenant, tout ce qui est négligé ou entrepris, contrairement à ce Règlement, sans que cela donne lieu à aucune réclamation d'indemnisation.

Si l'urgence des circonstances empêche de requérir l'approbation préalable du Chef de la Police, le Capitaine du Port a le droit d'agir sur le champ, sauf d'en faire rapport le plus tôt possible au Chef de la Police.

Art. 24.

Les capitaines sont responsables des amendes encourues par leurs subordonnés à cause de contravention à ce Règlement, sans distinction si elles sont ou ne sont pas commises à leur ordre, sauf leur recours sur les gages de ceux qui ont transgressés arbitrairement.

Les capitaines ont en outre le droit de s'adresser

Art. 25.

Le capitaine du Port dressera procès verbal sur le serment prêté à son entrée en fonctions, de toutes les contraventions à ce Règlement ; lequel procès verbal tiendra lieu de preuve légale, jusqu'à la preuve contraire.

Le Capitaine du Port remettra le procès verbal dressé par lui au Chef de la Police, pour que celui-ci institue une poursuite si cela est nécessaire.

Art. 26.

Ce Règlement sera traduit dans les langues Anglaise, Française et Espagnole.

Le Capitaine du Port en remettra une exemplaire dans une des langues citées ou bien en Hollandais, au choix des intéressés, tant aux capitaines appartenant à cette colonie, qu'à ceux qui pour la première fois entrent dans ce port, qui payeront les frais d'impression, au profit de la Caisse Coloniale.

Art. 27.

Toutes les dispositions contraires à ce Règlement et en particulier le Règlement pour ce port du 15 Juillet 1817 avec ses ampliations et altérations, ainsi que la Publication du 1 Août 1816 sont annulés par le present.

Ce Règlement sera publié à Curaçao aux lieux usités et inséré dans le recueil de Publications.

Arrêté à Curaçao le 14 Janvier 1862.

(signé) J. D. CROL.

Le Secrétaire Colonial,
(signé) J. H. BEAUJON.

Publié à Curaçao du Palais de Conseil et en Willemstad le 15 suivant.

Le Secrétaire Colonial,
(signé) J. H. BEAUJON.